

[DECRYPTER / AGIR]

FÉMONATIONALISME



PANIKES IDENTITAIRES

L'instrumentalisation des droits et des combats des femmes.
Quand le « buzz » sert un agenda politique raciste:
Comment débusquer les paniques identitaires,
Comment les contrer!



LE FÉMONATIONALISME : L'INSTRUMENTALISATION DU FÉMINISME À DES FINS RACISTES

Le **fémonationalisme** est un terme qui a été conceptualisé par la sociologue féministe Sara Farris.

Le fémonationalisme, c'est **mobiliser et instrumentaliser des combats, féministes à des fins racistes**, xénophobes et dans le contexte européen actuel, particulièrement islamophobes.

Le fémonationalisme s'appuie sur l'idée principale selon laquelle **les populations immigrées seraient, par essence, sexistes**, à contrario - bien entendu - de nos sociétés occidentales qui, elles, brilleraient pour un égalitarisme des plus complets.

Le fémonationalisme offre donc une grille de lecture somme toute assez binaire qui:

- sembler ignorer que le patriarcat ne connaît ni frontière ni territoire;
- définit une typologie de population, essentiellement les hommes musulmans, qui devrait s'adapter à la « culture occidentale » et à ses valeurs.

Valeurs au rang desquelles se trouverait l'égalité des genres.

Le fémonationalisme s'articule autour de ce qu'on appelle en anglais des **rescue narratives**, c'est-à-dire des soit-disant « récits de sauvetage », pour parler des **femmes**

musulmanes et migrantes en général qui devraient être émancipées de leur culture définie comme rétrograde.

Mais le fémonationalisme trouve son véritable ciment dans un des thème chers à l'extrême droite: **le danger que les hommes musulmans représentent pour les sociétés européennes, et principalement pour les femmes.**

Il nous permet de **nous « exonérer » de pratiques patriarcales en déplaçant cette focale uniquement vers l'autre**: le patriarcat présent dans d'autres cultures serait donc plus grave que notre patriarcat « à nous ».

En Europe, on assiste depuis une trentaine d'années, à la récupération d'idéaux émancipateurs pour servir des agendas racistes. Cette datation ne doit rien au hasard, elle s'inscrit dans une **reconfiguration néo-libérale claire de l'économie et un contexte de crises financières.**

L'instrumentalisation de la notion d'égalité entre hommes et femmes, n'est pas le seul apanage des partis nationalistes et xénophobes, on la retrouve également chez de nombreux néo-libéraux.

Pour montrer le ruissellement et la porosité entre partis traditionnels d'extrême droite et les autres, Sara Farris utilise l'exemple des programmes d'intégrations civiques qui conditionnent l'octroi aux migrants de permis de résidence. Dans ces programmes d'intégration, ils doivent s'engager à

apprendre la langue, « la » culture et les « valeurs » du pays d'immigration.

En bonne place, les droits des femmes y sont indiqués comme « valeur centrale occidentale ».

PANIKES IDENTITAIRES : DE QUOI PARLE-T'ON ?

C'est dans ce contexte là, que surviennent ce qu'on appelle des « paniques identitaires ».

Ces paniques s'appuient sur la croyance que « l'identité nationale » serait en crise et cherchent à **réaffirmer le mythe d'un roman national comme socle de notre identité.**

Dans leur ouvrage *Paniques Identitaires*, Laurence de Cock et Régis Meyrand en proposent une définition:

« **La panique identitaire est une peur fondée sur un récit à la fois exagéré, viral, volatil, structuré par les politiques et les médias, et qui met en scène des identités figées** ». ¹

La « panique identitaire » **n'est pas une simple rumeur** nous disent-ils encore, car à la différence de la rumeur, **elle se diffuse**

par des canaux informels et populaires mais aussi publics, dans la sphère médiatique et politique.

Ces paniques identitaires prolifèrent depuis les **années 2000** dans un **contexte d'effacement de la question sociale au profit de la question culturelle.**²

Elles se développent dans une période qu'on définit comme **l'ère des post-idéologies** (c'est-à-dire une séquence historique d'effondrement des grands récits sur lesquels se fondaient les idéologies du 20^e siècle).

Les partis politiques produisent donc désormais **des éléments de langages fabriqués par des communicants.**

Ces productions, ces séquences, ces paniques identitaires se déroulent aussi dans un contexte de **crise de la démocratie et de la transformation des médias** et de la sphère publique qui s'appuie sur:

- **Une contestation des médias traditionnels;**
- **L'avènement des réseaux sociaux;**

De plus en plus de personnes se méfient des médias traditionnels et s'informent sur les réseaux sociaux.

C'est dans ce contexte que prolifèrent également les théories du complot.

¹ Laurence de Cock; Régis Meyrand (dir.), 2017, *Paniques identitaires. Identité(s) et idéologie(s) au prisme des sciences sociales*, Editions du Croquant [198 pages].

² L'affaire dite du « Voile d'Aubervilliers » en 2003 semble faire office de précurseur. Le documentaire « Un racisme à peine voilé » de Jérôme Host revient sur l'exclusion d'Alma et Lila Levy du lycée Henri Wallon d'Aubervilliers pour port du foulard et sur le débat politique et médiatique qui s'en est suivi, en donnant la parole aux principales concernées. Il est visible, en entier et gratuitement, ici: <https://www.dailymotion.com/video/x7sjan>

Laurence de Cock et Régis Meyrand nous invitent même à envisager notre période comme un **régime de « post-vérité »** où la notion de vérité est discréditée, c'est-à-dire que **les faits n'ont plus d'importance**.

On le sait, la formule a été éprouvée à de nombreuses reprises dans l'histoire, quand les faits n'ont plus d'importance, **les peurs sont canalisées par la fabrique d'un bouc émissaire**.

La figure du bouc émissaire qui, selon sa définition peut être un individu mais aussi un groupe ou une organisation, **permet de re-fédérer les individus autour d'une appartenance identitaire figée**, imaginée comme « pure », mais en fait complètement fantasmée.

ZONES INTERDITES AUX FEMMES ?

Pour illustrer l'imbrication entre combats féministes, fémonationalisme et paniques identitaires, penchons-nous sur deux événements qu'on peut qualifier de « paniques identitaires ».

Deux événements qui se sont déroulés en France, respectivement en 2016 et en 2017 :

- Le bar « interdit aux femmes » à Sevrans, donc en Seine-Saint-Denis, en banlieue parisienne.
- Le harcèlement de rue dans le quartier de la Chapelle, un quartier populaire du 18^e arrondissement de Paris.

Ces deux séquences ont en commun, de se servir des femmes (ou des droits des

femmes, ou de l'absence des droits des femmes, du harcèlement dans l'espace vécu par les femmes) **et de cibler une catégorie de la population: les hommes musulmans** (du Maghreb en ce qui concerne le cas de Sevrans; d'Afghanistan et de Syrie, en ce qui concerne la Chapelle).

• **Sevrans & son bar « interdit aux femmes »:**

C'est un reportage de France 2 (donc une chaîne du service public) du 7 décembre 2016, sur un bar qui refuserait son accès aux femmes, qui va déclencher une polémique nationale. La séquence qui vise le bar est clairement à charge. Le propos de la journaliste de France 2, Caroline Sinz, est limpide, elle décrit: « *un bar où il n'y a que des hommes, pas très accueillants* ».

Que voit-on exactement dans ce reportage?

On y voit deux femmes, dont on apprendra plusieurs mois après qu'elles sont militantes, qui filment un bar quelconque en caméra cachée.

Et effectivement un homme, un client, leur dit que « *ce n'est pas un endroit pour les femmes* ». Pour établir un lien entre la parole de ce client et tout le bar, de la direction aux autres clients qui le fréquentent, la voix off, nous indique ensuite que « *le patron du bar n'a pas envie de discuter* ».

Caroline Sinz continue de commenter la scène et nous dit : « *Pourquoi les hommes rejettent-ils les femmes ? Un problème de culture, de tradition mais aussi de religion, selon ces militantes* ».

Sans le nommer expressément, c'est l'islam qui est visé. Ceci est immédiatement confirmé par la réponse donnée par les deux militantes.

L'affaire était trop belle, le buzz est né.

L'affaire du bar de Sevrans décrit comme une preuve irréfutable de l'islamisation, de la présence de plus en plus ostentatoire de l'islamisme radical dans les « quartiers » est repris par tout le monde.

Sur tous les plateaux de talk-shows³, l'affaire devient un curseur des débats politiques, curseur autour duquel chaque personnalité politique doit se définir.

Il aura fallu **attendre plusieurs mois avant qu'une contre-enquête** soit menée et **apporte un nouvel éclairage** à « l'affaire ».

Ce reportage, c'est le *Bondy Blog* qui va le faire⁴. Ce n'est certainement pas un hasard si c'est le *Bondy Blog* qui va se charger de cette contre-enquête.

Deux journalistes, femmes, du *Bondy Blog* se rendent donc à quatre reprises au « Jockey

Club », le bar de Sevrans incriminé.

Première interview d'une habitante du quartier:

« C'est un bar PMU, un endroit où ça joue plus au grattage qu'autre chose. Je n'y vais pas parce que c'est pas un endroit où j'ai envie de me poser. Il y a bien d'autres lieux pour cela ».

Ce que vont constater ensuite les journalistes sur place: c'est la fréquentation du Jockey Club par des femmes, celles qui sont censées y être interdites. Elles sont certes moins nombreuses que les hommes mais elles sont là. Les deux journalistes vont en interroger plusieurs:

Il y a par exemple Hélène, une voisine qui vient au Jockey Club « chaque jour ». Cette Sevranaise serre des mains, fait la bise à ceux qu'elle connaît bien, rit avec Moustafa, un autre client régulier et dit s'y sentir chez elle: *« Ici, je discute, je bois mon café, j'achète mes jeux. Jamais on ne m'a mal parlé, jamais on ne m'a manqué de respect. Et je vous assure que si cela avait été le cas, je ne me serais jamais*

³ Dans leur article « Dans les talk-shows: le poids des éditorialistes de la droite extrême et d'extrême-droite », Patrick Michel et Pauline Perrenot reviennent, pour **Acrimed** [Observatoire des médias: action-critique-médias] sur la course à la surenchère médiatique et l'utilisation du « dérapage »:

« Consacrer une émission au « dérapage » en question, espérant que les personnes invitées à commenter le dérapage « dérapent » à leur tour, donnant en pâture de nouveaux extraits à isoler, et de nouveaux « clashes » à commenter. Et pour peu qu'un bon client des plateaux « dérape » - inopinément bien sûr - au même moment sur Twitter, il se verra immédiatement offrir un fauteuil sur une chaîne de télé ou à la radio afin de s'exprimer sur le « dérapage » en sa qualité de « dérapeur », et sur les nouveaux « dérapages » engendrés sur les réseaux sociaux. Jusqu'à ce que d'autres sujets, propulsés par l'actualité ou par telle ou telle déclaration de tel ou telle responsable politique, donnent l'occasion de nouveaux... dérapages.»

⁴ Le *Bondy Blog* est un média en ligne né au moment des révoltes urbaines de novembre 2005, après la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré, qui souhaite donner la parole aux habitants des quartiers populaires et ouvrir la profession aux jeunes de ces quartiers.

La contre-enquête du *Bondy Blog* sur le bar PMU de Sevrans: <https://www.bondyblog.fr/societe/bar-pmu-de-sevrans-la-contre-enquete-du-bondy-blog/>

laissée faire et je sais aussi que ni le patron, ni les clients ne l'auraient accepté ».

Il y a aussi Lucile, qui vit à Sevrans depuis 6 ans. « *Je n'ai jamais eu aucun problème ici. Je rentre sans souci. Je viens faire mes jeux, prendre mon café* », raconte-t-elle aux journalistes.

Une autre explique son ressenti en regardant le reportage: « *Je n'en croyais pas mes yeux ni mes oreilles [...] cela ne correspondait pas du tout à l'endroit que je fréquente* ».

Ce que les journalistes apprennent ensuite c'est que leur consœur, Caroline Sinz, n'a pas mené l'enquête. Elle ne s'est pas rendue elle-même sur place. Elle a confié une caméra cachée à une tierce personne sans ensuite faire son travail de vérification.

Quand elles ont ensuite cherché à joindre leur consœur de France 2, cette dernière n'a pas souhaité leur répondre et les a renvoyées au service de communication de France 2 qui indiquera « *ne pas commenter le travail d'investigation des journalistes* ». Impossible donc de savoir si la direction de l'information de France 2 a visionné l'ensemble des rushes, si les rédacteurs en chef ont validé le reportage.

FACE AU BUISSON, AVOIR LES BONS RÉFLEXES

La contre-enquête menée par les journalistes du BondyBlog nous permet de nous questionner sur les bons réflexes:

1 - **Pourquoi la journaliste n'a pas réalisé, elle-même, cette caméra cachée** dans ce bar PMU de Sevrans ? Pour quelles raisons, elle n'est pas ensuite allée vérifier par elle-même?

2 - **Pourquoi cette caméra** cachée de France 2 **a été réalisée par deux militantes** dont les discours et les positions sont considérés comme stigmatisants par bon nombre d'habitants de Sevrans ?

La chaîne avait-elle conscience qu'en confiant cette caméra cachée à ces militantes décriées et critiquées, elle créerait un biais qui orienterait le résultat ?

3- **Pourquoi**, une fois la caméra cachée réalisée, **la journaliste n'a pas cherché des explications auprès du patron du bar PMU** sur les propos d'un de ses clients ? Le patron affirme que la journaliste ne l'a jamais interrogé et ne s'est jamais rendue dans son café. Les explications du propriétaire auraient dû pourtant apparaître dans le reportage pour le respect du contradictoire.

• **Le « harcèlement de rue à la Chapelle » :**

Dans le cas de la Chapelle, c'est une pétition adressée au gouvernement et à la mairie de Paris, qui est à l'origine de la « panique identitaire ».

Mise en ligne par deux associations d'habitants du 18^e arrondissement parisien, la pétition s'intitule « *La Chapelle & Pajol: les femmes, espèce en voie de disparition au cœur de Paris* ».

Ces pétitions dénoncent le harcèlement de rue, le sexisme et l'insécurité dans leur quartier, l'un des plus pauvres de la capitale et terrain de trafics depuis longtemps.

Le soir-même, un article, est publié par une journaliste du *Parisien*.

Entre généralités et amalgames, l'article se fait l'écho du mécontentement des riverains mais va plus loin en pointant clairement du doigt les coupables: « *Des groupes de dizaines d'hommes seuls, vendeurs à la sauvette, dealeurs, migrants et passeurs, tiennent les rues, harcelant les femmes.* »

Les femmes n'y auraient plus « droit de cité » et le quartier serait truffé d'établissements qui leur seraient, comme dans le cas de Sevrans, « interdits ».

Le week-end qui suit, on ne parle plus que de « La Chapelle » dans les rédactions, les plateaux sont pleins d'« experts » qui commentent et alimentent le buzz, les réseaux sociaux s'emballent, les réactions déferlent.

Les candidats du 18^e arrondissement aux législatives en profitent pour dénoncer l'inaction des services publics. Le Front national, dont c'est la rhétorique classique mais aussi plusieurs éditorialistes accusent les « migrants et les musulmans », d'être les responsables du mal-être des riverains de la Chapelle.

Presqu'immédiatement, **d'autres associations de quartier, mais aussi des collectifs féministes engagés contre le harcèlement de rue, dénoncent la récupération du problème** (qu'elles sont donc loin de nier) qui stigmatise un seul type de population.

De nombreuses rédactions dépêchent alors leurs journalistes qui constatent que, si les faits sont bien réels, ils sont exagérés et déformés.

Les auteurs de la pétition originelle doivent eux-mêmes dénoncer l'instrumentalisation de leur appel et rappeler que le problème ne concerne pas un groupe précis d'individus.

Écoutons Régis Meyrand, au micro de Guillaume Erner, journaliste à France Culture:

<https://www.franceculture.fr/emissions/la-question-du-jour/harcèlement-de-rue-quartier-la-chapelle-nouvelle-panique-identitaire>

Ce qu'il nous dit est important: oui, il existe du harcèlement de rue, oui c'est un fléau; mais non, il n'existe pas « que » dans les quartiers populaires et ne sont pas le fait d'une unique catégorie de population.

Le continuum des violences, c'est tout le temps, c'est partout: 100% des femmes ont déjà été harcelées dans les transports en commun par exemple⁵.

En Belgique, 98% des jeunes femmes

⁵ Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, 2015, « Avis sur le harcèlement sexiste et les violences sexuelles dans les transports en commun » [36 pages]:

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hcefh_avis_harcèlement_transports-20150410.pdf

déclarent avoir vécu du sexisme dans l'espace public⁶.

Ce qu'il nous dit, aussi, c'est que ce que la polémique de La Chapelle, **s'appuie sur une libération de la parole raciste.**

Autrefois circonscrite à l'extrême-droite, il n'est plus rare d'entendre dans toute une partie de l'échiquier politique un discours sur les « failles » du multiculturalisme et de l'intégration des migrants.

Là encore, « l'égalité des genres » est mobilisée contre l'Islam, et en particulier contre les hommes musulmans. **C'est un autre thème privilégié de l'extrême-droite qui s'est diffusé jusqu'à une partie de la gauche institutionnelle.** Des figures, y compris féministes, qui se décrivent pourtant comme progressistes n'hésitent plus à endosser le poncif: **« leurs » hommes sont dangereux pour « nos » femmes.**

Ce que nous apprend encore Régis Meyrand, **c'est que cela ne signifie pas pour autant qu'il y ait des sujets qu'il ne faille pas traiter**, il n'y a pas, comme le clame toujours l'extrême-droite de « sujets tabous », de sujets « auxquels on ne pourrait pas toucher ».

Cela signifie, par contre, qu'il faut les traiter sérieusement, pas en se fondant uniquement sur des témoignages anonymes, pas sans les remettre en contexte.

DÉBUSQUER & COMBATTRE LES PANIQUES IDENTITAIRES

Laurence de Cock et Régis Meyrand théorisent la polémique de la Chapelle pour nous apprendre à débusquer la panique identitaire⁷.

- Pour appréhender **des faits**, il faut se rappeler qu'ils se déroulent **dans un contexte**:

« Tout part du réel, de l'observable : des femmes se font harceler par des hommes, comme hélas ailleurs dans Paris. Ici, La Chapelle est un contexte d'hyperpolitisation territorialisée. Nous sommes juste avant les élections législatives et les tensions liées à l'installation de camps de migrants sont fortes. Aucune mention des migrants n'est cependant faite dans la pétition. ».

- Identifier quand **le fait devient un instrument de stratégie électorale**:

« La pétition est relevée par Le Parisien dans un article qui manque de rigueur et est récupérée par les élus et les candidats aux législatives qui relaient l'article du Parisien, parlent d'"occupation illégale de l'espace public", de "zone de non-droit" et de "trou noir de la République". Les médias sont un maillon

⁶ « Le sexisme dans l'espace public », 2017, Vie Féminine.

⁷ Romain Jeanticou, 29 mai 2017, « La Chapelle, Sevran, Francfort, le burkini... Comment se créent et se propagent les "paniques identitaires" », *Télérama*: <https://www.telerama.fr/idees/la-chapelle-sevran-francfort-le-burkini-comment-se-creent-et-se-propagent-les-paniques-identitaires,158651.php>

essentiel de la transformation en panique. »

- Une ou des personnes va / vont « **culturaliser** » l'évènement (c'est-à-dire le considérer comme « culturel »):

« L'ancienne élue PS Céline Pina, devenue auteure et commentatrice dénonçant régulièrement les "dérives" de l'islam, fait le lien avec Cologne, Sevrans et le fondamentalisme religieux [...] C'est la naissance de la panique identitaire : le problème social devient un problème lié à la confession musulmane et aux migrants. »

Mais, on l'a dit en introduction, la panique identitaire est aussi **volatile**: « Cette fois-ci, la baudruche a été dégonflée plus vite car Francfort et Sevrans ont joué un rôle dans la critique des médias, et car La Chapelle est un quartier de Paris, donc un territoire connu des journalistes, plus proche d'eux. »

QUELQUES QUESTIONS À SE POSER

- **Pourquoi parle-t-on de tel sujet et pas de tel autre?**

La sociologue féministe belge Hassina Semah prend l'exemple du traitement des féminicides en Belgique: « Banalisé, invisibilisé quand il frappe une femme « belgo-belge », il provoque beaucoup plus d'émoi lorsqu'il se déroule dans

un groupe social perçu comme plus patriarcal. Alors que le féminicide, c'est-à-dire le meurtre d'une femme parce qu'elle est femme, est identique ».⁸

- Quelles sont les **positions politiques et / ou idéologiques** de celles / ceux qui « **lancent** » la nouvelle?

Et celles de celles / ceux qui la **relaient**.

Comme le rappelle Laurence de Cock: « Les faits peuvent être décriés par des pauvres, mais les paniques identitaires sont toujours soulevées par les dominants ».

- A qui **profite un tel emballement médiatique?**

- Prêter attention **aux mots / titres utilisés** qui font appel à un **imaginaire bien précis**.

Les titres, par exemple, sur les « jeunes des quartiers populaires » ou sur les « bandes de jeunes bruxellois », contribuent à **racialiser des comportements déviants**.

C'est-à-dire que la violence n'est plus appréhendée comme un problème structurel, mais comme un problème de Noirs et d'Arabes. On pourra, par exemple, se rappeler du traitement médiatique de la bagarre sur la plage de Blankenberg à l'été 2020⁹.

On pourra se rappeler de la façon dont les tirages exploitaient les communications des personnalités politiques, reprenant par exemple les termes du ministre de l'intérieur, Pieter De Crem, qui parlait de « bandes criminelles de jeunes allochtones venus de Bruxelles ».

Attention, panique identitaire!

⁸ Hassina Semah, « La palme du 'vrai féminisme' va à... personne », *Les Grenades / RTBF*, 24 juin 2019.

⁹ <https://www.lalibre.be/belgique/societe/bagarre-generale-a-blankenberge-ce-qu-il-s-est-passe-minute-par-minute-5f30d9ea7b50a677fb7c4885>